L'Économie Politique en une Leçon

Henry Hazlitt

Extraits

Traduit de l'anglais par Mme Gaëtan Pirou et Hervé de Quengo

Sommaire

Introduction 1
Première partie – La leçon 3
Chapitre premier 3
Deuxième partie – Les applications de la leçon 6
Chapitre II — La vitre brisée 6
Chapitre III — Les bienfaits de la destruction 7
Chapitre IV — Pas de travaux publics sans impôts 12
Chapitre V — Les impôts découragent la production 16
Troisième partie — La réaffirmation de la leçon 18

Introduction

Ce livre est l'analyse des illusions économiques aujourd'hui si influentes qu'elles sont presque devenues une nouvelle orthodoxie. Si elles n'y ont point entièrement réussi, c'est à cause de leurs contradictions internes qui ont pour effet de diviser ceux qui en acceptaient les prémisses en une centaine d'écoles différentes ; dans les questions qui touchent à la vie pratique, il est impossible de se tromper tout le temps.

Mais la différence entre l'une ou l'autre de ces écoles nouvelles est tout simplement que la première s'aperçoit un peu plus tôt que la seconde des conclusions absurdes ou leur faux point de départ les a conduites ; à ce stade final de leur raisonnement, elles se trouvent alors en

contradiction avec elles-mêmes, soit qu'elles répugnent à renoncer à leurs principes erronés, soit qu'elles en tirent des conclusions moins troublantes ou moins étranges que ne l'exigerait la simple logique.

Pourtant, à l'heure actuelle, il n'est pas un gouvernement de quelque importances dont la politique économique ne soit influencée — si ce n'est même entièrement déterminée — par l'une quelconque de ces idées fausses. Le chemin le plus court et le plus sûr pour comprendre sainement les problèmes économiques est peut-être de procéder à une analyse de ces erreurs, et surtout à l'analyse de celle qui est à la racine de toutes les autres. Tel est le but de cet ouvrage et le sens de son titre aussi ambitieux que combatif.

Ce livre sera donc avant tout un exposé. Il ne se fait gloire d'aucune originalité pour aucune des idées essentielles qu'il développe. Son effort est plutôt de démontrer que beaucoup des thèses qui paraissent brillantes et neuves, ou en avance sur leur temps, sont en réalité de vieilles banalités, habillées au goût du jour, ce qui confirme une fois de plus la vérité de cet antique proverbe : « Ceux qui sont ignorants du passé se condamnent par là même à le réinventer. »

On peut qualifier cet essai, l'avouerai-je sans rougir, de classique, ou de vieux jeu, ou encore d'orthodoxe, du moins est-ce ainsi que le baptiseront ceux dont on analyse ici les sophismes, et sans nul doute essaieront-ils de l'étouffer. Mais l'étudiant qui recherche la vérité ne se laissera pas impressionner par de tels qualificatifs s'il n'a pas l'obsession de découvrir à tout prix un équivalent de la bombe atomique en économie politique. Son esprit, évidemment, sera ouvert aux idées neuves comme aux plus anciennes, mais il ne lui déplaira certainement pas de pouvoir renoncer à l'effort harassant ou charlatanesque de vouloir trouver, coûte que coûte, du neuf ou de l'original. Comme l'a remarqué Morris R. Cohen « ceux qui prennent l'habitude de rejeter les thèses des penseurs qui les ont précédés ne peuvent espérer voir leurs disciples attacher quelque valeur à leurs propres travaux ».

Et c'est parce que ce livre est surtout un travail d'exposition que, très librement et sans le souligner, sauf par de rares notes en bas de page ou par quelques citations, je me suis permis de puiser aux idées des autres. Il ne peut en être autrement lorsqu'on parcourt un domaine que tant de penseurs, et non des moindres, ont exploré avant soi. Mais ma dette envers au moins trois d'entre eux est si nette que je ne puis me permettre de la passer sous silence. La plus importante concerne le plan d'exposition de ce travail dans lequel s'insère tout mon développement. Je l'ai emprunté à l'essai de Bastiat intitulé *Ce qu'on voit et ce qu'on ne voit pas*, qui date déjà de près d'un siècle. On peut dire que mon livre en est la présentation moderne et qu'il est le développement et la généralisation d'une vérité déjà en puissance dans l'ouvrage de Bastiat. En second lieu, je dois beaucoup à Ph. Wicksteed, surtout en ce qui concerne les chapitres consacrés ici au salaire, et celui de la synthèse finale, qui s'inspirent beaucoup de son livre le Bon sens en Économie Politique. Enfin, c'est à Ludwig Von Mises que j'ai fait mon

troisième emprunt. Sans parler de ce que ce traité élémentaire doit en vérité à tous ses écrits dans leur ensemble, c'est à son exposé du processus de l'inflation monétaire que je dois le plus.

(…) Je me suis efforcé d'écrire ce livre d'une manière aussi simple et aussi dégagée de toute technique qu'il se peut, sans nuire à l'exactitude, de façon qu'il soit lisible même pour un lecteur dépourvu de toute culture économique.

H. H.

25 mars 1946

Première partie – La leçon

Chapitre premier

Il n'est pas de science humaine qui soit entachée d'autant de sophismes que l'économie politique. Et cela n'est pas un hasard. Les difficultés qui lui sont inhérentes seraient déjà immenses, mais elles sont multipliées mille fois par un facteur qui, pour d'autres disciplines telles que la physique, les mathématiques ou la médecine, reste insignifiant, je veux parler de la défense des intérêts particuliers. Alors que chaque groupe humain a des intérêts économiques identiques à ceux de ses voisins, chacun d'eux en a aussi qui s'opposent à ceux de tous les autres. Bien qu'un certaine politique puisse assurer le bien de tous, à plus ou moins longue échéance, il en est d'autres qui ne servent qu'un seul groupe au détriment de tous les autres. Le groupe qui serait ainsi favorisé y trouverait un tel intérêt qu'il ne cessera de prôner cette politique par des arguments plausibles et tenaces. Il paiera les avocats les meilleurs pour qu'ils consacrent tout leur temps à défendre sa thèse. Finalement, ou bien ils convaincront le public du bien fondé de cette thèse, ou bien ils la brouilleront si parfaitement qu'un esprit, même avisé, ne sera plus capable d'y voir clair.

A ces plaidoiries sans nombre en faveur de l'intérêt personnel, un second facteur important s'ajoute pour répandre chaque jour des sophismes économiques, je veux parler de la tendance instinctive des hommes à ne pouvoir considérer que les conséquences immédiates d'une politique donnée, ou les conséquences qu'elle peut avoir sur un seul groupe d'intérêts ou de faits, et d'en négliger totalement les conséquences lointaines, non seulement sur un groupe donné mais sur tous les autres. C'est la funeste erreur de ne pas vouloir s'attacher à étudier les conséquences secondaires d'un acte économique.

Or c'est dans cette erreur grave ou dans cette négligence que réside toute la différence entre une bonne et une mauvaise politique économique. Le mauvais économiste ne voit que ce qui frappe directement son esprit, le bon économiste réfléchit plus avant. Le mauvais économiste n'envisage que les conséquences immédiates d'une action donnée, le bon économiste en voit

aussi les effets lointains ou indirects. Le mauvais économiste ne juge des résultats d'une politique donnée que par les effets qu'elle a exercés ou exercera sur un seul groupe particulier d'individus ou de faits ; le bon économiste s'inquiète aussi des effets qu'elle aura sur tous les autres.

Cette distinction peut paraître évidente comme peut aussi paraître élémentaire la précaution d'envisager toutes les conséquences d'une politique donnée sur tous les groupes. Mais ne savons-nous pas, tous, par expérience personnelle, qu'il existe envers soi-même bien des indulgences qui, sur le moment, sont plaisantes, mais qui, en fin de compte, s'avèrent désastreuses ? Tous les petits garçons ne savent-ils pas que s'ils mangent trop de bonbons, ils seront malades ? Et celui qui s'enivre ne sait-il pas qu'il se réveillera le lendemain avec mal au cœur et mal à la tête ? Le buveur ne sait-il pas pertinemment qu'il perd son foie et se raccourcit la vie ? Don Juan lui-même n'ignore pas qu'il court toutes sortes de risques, depuis le chantage jusqu'à l'avarie ? Enfin pour poser le problème sur un plan économique individuel, les paresseux et les dépensiers, même au plus fort de leur glorieuse ascension, ne savent-ils pas très bien qu'ils se préparent un avenir de dettes et de pauvreté ?

Pourtant lorsqu'il s'agit d'économie politique, on ignore ces vérités élémentaires. Et l'on voit certains économistes — considérés pourtant comme des hommes de valeur — qui pour sauver l'économie, déconseillent l'épargne et conseillent la prodigalité sur le plan national comme étant le meilleur moyen de sauver l'économie en péril. Lorsque quelqu'un les met en garde contre les conséquences possibles d'une telle politique, il s'entend répondre cavalièrement, comme pourrait le faire un fils prodigue à son père qui lui fait des observations : « Mais quand cela arrivera, nous serons tous morts. » Et l'on prend ces creuses billevesées pour des mots d'esprit et l'on admet qu'elles sont l'image d'une sagesse expérimentée.

Or, la tragédie réside justement en ce que, dès maintenant, nous supportons les conséquences de la politique d'un passé récent ou plus ancien. Aujourd'hui est déjà le lendemain que le mauvais économiste vous conseillait hier d'ignorer.

Les conséquences lointaines d'une politique économique donnée peuvent devenir évidentes d'ici quelques mois. D'autres ne le deviendront peut-être que d'ici quelques années. D'autres encore peuvent même ne se manifester qu'après des dizaines d'années. Mais dans tous les cas, ces conséquences lointaines sont incluses dans la politique présente aussi sûrement que la poule est née de l'œuf et la fleur de la graine.

Sous cet angle, donc, on peut condenser le contenu de toute politique économique en une seule leçon, et cette leçon peut être réduite à une seule phrase :

L'art de la politique économique consiste à ne pas considérer uniquement l'aspect immédiat d'un problème ou d'un acte, mais à envisager ses effets plus lointains ; il consiste essentiellement à considérer les conséquences que cette politique peut avoir, non seulement sur un groupe d'hommes ou d'intérêts donnés, mais sur tous les groupes existants.

Les neuf dixièmes des erreurs économiques qui causent tant de ravages dans le monde d'aujourd'hui proviennent de l'ignorance de cet axiome. Et toutes se rattachent à l'une ou l'autre de ces deux grosses erreurs fondamentales ou au deux : l'erreur de ne considérer que les conséquences immédiates d'un acte ou d'une proposition, ou l'erreur de ne s'attarder qu'aux conséquences sur un groupe particulier d'intérêts ou d'humains, négligeant celles qu'auront à supporter tous les autres.

Naturellement l'erreur inverse est possible. Si l'on étudie les effets d'une politique, on ne doit pas s'hypnotiser uniquement sur ceux qui se produiront à longue échéance pour l'ensemble du pays. Les économistes classiques commettaient souvent cette faute. Le sort des groupes plus proches que cette politique heurtait en soi ou par ses conséquences, mais qui s'avérait excellente après un certain temps, les laissait insensibles.

De nos jours, on ne tombe plus dans cette erreur et ceux qui la commettent encore sont surtout des économistes de profession. L'erreur la plus répandue aujourd'hui — et de beaucoup, — celle que l'on entend sans cesse ressasser dès que l'on parle de sujets économiques, celle qu l'on retrouve dans des milliers de discours politiques, l'erreur fondamentale de l'économie politique « nouvelle école », consiste à ne vouloir considérer que les conséquences immédiates d'une politique sur quelques groupes particuliers, et à ignorer ou minimiser les conséquences lointaines sur l'ensemble du pays tout entier. Les économistes « modernes », comparant leurs méthodes à celles des économistes « classiques » ou « orthodoxes », se flattent de penser qu'ils ont réalisé un grand progrès, voire même une révolution, en tenant compte de ces effets immédiats que ceux-ci voulaient ignorer. Mais en oubliant, ou en minimisant eux-mêmes les effets plus lointains, l'erreur qu'ils commettent est combien plus grave. Tandis qu'il s'absorbent dans cet examen précis et minutieux de quelques-uns des arbres de la forêt, ils n'en aperçoivent pas l'ensemble. Leurs méthodes et leurs conclusions sont d'ailleurs souvent typiquement démodées et ils sont parfois surpris eux-mêmes de se trouver en accord avec les mercantilistes du XVIIe siècle. Ils retombent, en effet, dans les erreurs d'autrefois, et s'ils n'étaient si peu logiques avec eux-mêmes, ils retomberaient dans les erreurs mêmes dont les économistes classiques, on pouvait l'espérer, avaient une fois pour toutes fait justice.

On a souvent fait cette remarque mélancolique que les mauvais économistes présentent leurs erreurs au public avec beaucoup plus d'art que les bons économistes ne présentent leurs vérités. Et l'on déplore souvent que les démagogues exposent leurs bêtises économiques du haut de leur estrade avec beaucoup plus de vraisemblance que l'honnête citoyen qui s'efforce à démontrer tout ce qu'elles ont d'inexact. La raison de cette anomalie n'est pas mystérieuse. Elle provient de ce que les démagogues, comme les mauvais économistes, ne présentent que des demi-vérités. Il ne parlent que de la conséquence immédiate d'une politique donnée ou de ses effets sur un seul groupe. Il se peut qu'ils aient raison, mais dans certaines limites, et la réponse à leur faire est d'ajouter et de prouver que la dite politique pourrait aussi avoir des conséquences plus lointaines dont les effets seront moins souhaitables, ou qu'elle ne donnerait satisfaction qu'à un groupe d'individus seulement, au détriment de tous les autres.

Il suffit donc de compléter et de corriger la demi-vérité qu'ils expriment en présentant l'autre moitié du réel. Mais pour exposer ainsi les répercussions essentielles d'un acte donné sans en oublier aucune, il faut parfois une longue suite de raisonnements, compliqués et fastidieux. La plupart des auditeurs trouvent cela difficile à suivre, leur attention s'émousse vite, l'ennui les gagne. Le mauvais économiste utilise alors cette faiblesse d'attention et cette paresse d'esprit en affirmant que tout cela n'est que classicisme ou libéralisme ou argumentation de capitalistes ou tout autre qualificatif trompeur ; cela frappe alors les auditeurs comme autant d'arguments péremptoires, et cela les dispense de suivre les raisonnement exposés ou de les juger selon leur mérite.

Voilà donc, en termes abstraits, comment se pose le problème de la leçon que nous désirons exposer, et les idées fausses qui font obstacle à sa solution. Mais si nous ne l'illustrons pas par des exemples, nous ne le résoudrons pas, et les idées fausses continueront à cheminer sans être démasquées. Grâce à ces exemples, nous pourrons aller des problèmes économiques les plus simples aux plus complexes et aux plus difficiles ; grâce à eux nous pourrons détecter d'abord, puis éviter les sophismes les plus évidents et les plus faciles à découvrir, enfin les plus compliqués et les plus fuyants. C'est à ce travail que nous allons procéder maintenant.

Deuxième partie – Les applications de la leçon

Chapitre II — La vitre brisée

Commençons par un exemple aussi simple que possible et prenons, à l'instar de Bastiat, celui d'une vitre brisée.

Un jeune vaurien lance une brique contre la devanture d'un boulanger. Celui-ci furieux sort de sa boutique. Mais le gamin s'est enfui. La foule s'amasse et d'abord considère avec une béate satisfaction le grand trou fait dans la fenêtre et les morceaux de vitre qui parsèment pains et gâteaux. Après un moment, voici que naît le besoin d'un peu de réflexion philosophique. A peu près sûrement, quelques personnes dans la foule se disent entre elles, ou même disent au boulanger : « Après tout ce petit malheur a son bon côté, cela va donner du travail au vitrier. » Et, partant de là, elles commencent à réfléchir à la question. Combien peut coûter une grande glace comme celle-là aujourd'hui ? 50 dollars ? C'est une somme. Mais après tout, s'il n'y avait jamais de carreaux cassés, que deviendraient les vitriers ? Et à partir de ce moment, la chaîne des raisonnements se déroule sans fin. Le marchand de vitres va avoir cinquante dollars de plus dans sa poche. Il les dépensera chez d'autres marchands, et ceux-ci à leur tour auront cinquante dollars à dépenser chez d'autres, et ainsi de suite à l'infini. La vitre brisée va donc ainsi devenir une source d'argent et de travail dans des cercles sans cesse élargis. Et la

conclusion logique de tout ceci devrait être — si la foule voulait bien la tirer — que le petit vaurien qui a lancé la brique, loin d'être un danger public, fut un bienfaiteur public.

Mais voyons un autre aspect des choses. La foule a certainement au moins raison en ce qui concerne cette première conclusion. Ce petit acte de vandalisme va certes tout d'abord apporter du travail à quelque vitrier. Et le vitrier ne sera pas plus triste d'apprendre cet accident que l'entrepreneur de pompes funèbres ne l'est d'apprendre un décès.

Mais le boutiquier, lui, va perdre cinquante dollars qu'il avait affectés à l'achat d'un nouveau vêtement. Et puisqu'il doit faire remplacer la glace de sa vitrine, il va devoir se passer de son complet (ou de quelque autre objet dont il a besoin). Au lieu de posséder une vitrine et cinquante dollars, il n'a plus maintenant qu'une vitrine. Ou bien il avait décidé d'acheter son vêtement cet après-midi même, et alors au lieu d'avoir une fenêtre et un vêtement, il lui faut se contenter de sa fenêtre sans son vêtement. Et si nous pensons à lui en tant qu'élément de la société, nous voyons que la dite société a perdu un nouveau vêtement qui eût pu être produit et qu'elle est appauvrie d'autant.

En résumé, le gain en travail du vitrier est tout bonnement la perte en travail du tailleur. Aucun nouveau travail n'a été créé. Les bonnes gens de la foule n'ont pensé qu'à deux éléments du problème : le boulanger et le vitrier. Ils n'ont pas eu conscience qu'un troisième y était inclus : le tailleur. Et ils l'ont oublié tout simplement parce que celui-ci n'est pas entré en scène. Dans un jour ou deux, ils remarqueront la nouvelle vitre, mais ils ne verront jamais le beau vêtement neuf, tout simplement parce qu'il ne sera jamais fait. Ils n'aperçoivent donc seulement que ce qui est immédiatement perceptible à leurs yeux.

Chapitre III — Les bienfaits de la destruction

Nous en avons terminé avec la vitre brisée. Raisonnement erroné de type élémentaire. N'importe qui, pourrait-on penser, serait capable de l'éviter après quelques instants de réflexion. Il n'en est rien : sous mille déguisements, le faux raisonnement de la vitre brisée est le plus persistant de tous dans l'histoire des idées économiques. Il est plus vivace maintenant qu'il ne l'a jamais été dans le passé. Il est solennellement refait chaque jour par les grands capitaines d'industrie, par les gens des Chambres de Commerce, par les leaders des syndicats, par les journalistes aussi bien dans l'éditorial de leurs journaux que dans leurs articles de fond, par les reporters de radio, par les statisticiens les plus experts, usant des techniques les plus qualifiées, par les professeurs d'économie politique, enfin, de nos meilleures universités. Dans leurs domaines variés, tous s'étendent à l'envie sur les avantages de la destruction.

Certains esprits trouveraient indigne d'eux de soutenir que de menus actes de destruction sont sources de profit ; mais ils vont presque jusqu'à voir d'inépuisables profits dans les actes de destruction. Ils vont jusqu'à nous démontrer qu'une économie de guerre est bien plus florissante qu'une économie de paix. Ils dénombrent les miracles de la production qu'on ne

peut accomplir qu'en période de guerre. Ils entrevoient même un monde d'après-guerre qui sera rendu prospère grâce à l'énorme demande qui s'est accumulée ou qui se trouve différée.

En Europe, ils font avec complaisance le compte des villes entières qui ont été complètement rasées et qu'il faudra « reconstruire ». En Amérique, ils décomptent les maisons qui n'ont pas pu être bâties pendant la guerre, les bas nylon qui n'ont pas pu être tissés, les autos et les pneus usagés, les radios et les glacières fatiguées. Ils alignent ainsi d'impressionnantes additions.

Ne retrouvons-nous pas ici notre vieille amie, l'idée fausse de la vitre brisée, vêtue de neuf, méconnaissable tant elle a grossi. Cette fois elle est étayée sur tout un ensemble de sophismes similaires. Elle fait une grave confusion entre le besoin et la demande. Plus la guerre détruit, plus elle appauvrit, et plus grandit le besoin d'après-guerre. Cela ne fait aucun doute. Mais le besoin n'est pas la demande. La demande économique réelle ne se fonde pas seulement sur le besoin, mais sur le pouvoir d'achat correspondant. Les besoins de la Chine actuelle sont incomparablement plus grands que ceux de l'Amérique. Mais son pouvoir d'achat, et par conséquent, le mouvement de « nouvelles affaires » qu'elle peut provoquer, sont incomparablement plus petits.

Et si nous dépassons cet aspect superficiel des choses, nous avons chance de rencontrer une autre idée fausse, et les « vitre-briséistes » généralement la saisissent au vol et s'en emparent derechef. Ils ne pensent au « pouvoir d'achat » que sous forme de monnaie. Or la monnaie peut s'effondrer à toute allure par le moyen de la presse à billets. Et, de ce fait, tandis que j'écris ces lignes, l'impression des billets est l'industrie la plus prospère du monde — à supposer que le produit se mesure en terme de monnaie. Mais plus on fabrique de monnaie de cette manière, plus décroît la valeur donnée à l'unité de monnaie. Cette valeur décroissante peut être vérifiée par la hausse des prix de toutes marchandises. Mais comme la plupart des gens ont l'habitude bien enracinée d'évaluer leur richesse et leur revenu sous forme de monnaie, ils se considèrent plus riches si la somme globale de leur avoir monte, bien que, en terme de marchandises, ils possèdent moins et achèteront moins. La plupart des « bons » résultats économiques que l'on attribue à la guerre sont en réalité dus à l'inflation née de l'état de guerre. On aurait pu aussi bien les obtenir par une inflation du temps de paix. Nous reviendrons plus loin sur cette illusion monétaire.

Toutefois, il y a une part de vérité dans le sophisme de la demande, tout comme il y en avait une dans celui de la vitre brisée. Il est bien vrai que la vitre brisée donnait du travail au vitrier et que les destructions dues à la guerre donneront du travail aux fabricants de certains produits, que la destruction des maisons et des villes créera du travail pour les industries du bâtiment et de la construction. De même l'impossibilité de fabriquer des autos, des postes de radio et des glacières pendant la guerre aura créé une demande accumulée dans l'après-guerre pour ces produits particuliers. Pour le gros de la foule, cela aurait l'air d'être un accroissement de la demande, comme cela pourra l'être en termes de dollars d'un pouvoir d'achat diminué. Mais ce qui se passe en réalité, c'est un déplacement de la demande vers ces produits

particuliers au détriment d'autres produits. Les peuples d'Europe vont bâtir plus de maisons qu'ailleurs parce qu'ils ne peuvent pas faire autrement. Mais tandis qu'ils auront à bâtir ces maisons, les forces qu'ils consacreront à cette tâche et l'énergie productrice ainsi dépensée leur manqueront pour fabriquer d'autres objets. L'argent ainsi employé diminuera d'autant leur pouvoir d'achat pour se procurer autre chose. Partout où le travail s'accroît dans une direction (sauf dans la mesure où la nécessité et l'urgence viennent stimuler des énergies productrices) il se réduit corrélativement dans une autre.

En un mot, la guerre modifiera la direction de l'effort humain d'après-guerre, elle apportera des changements dans le choix des produits industriels, elle transformera la structure de l'industrie et cet état de fait nouveau entraînera, avec le temps, certaines conséquences notables. Quand les besoins accumulés de maisons et d'autres biens durables se seront apaisés, il se produira une distribution de la demande vers de nouvelles directions. Alors ces industries, momentanément favorisées, connaîtront ensuite une éclipse relative, et d'autres se développeront à leur tour afin de satisfaire ces besoins nouveaux.

[Depuis la fin de la deuxième guerre mondiale en Europe, il y a eu une « croissance économique » rapide et même spectaculaire, à la fois dans les pays qui furent ravagés par la guerre et dans ceux qui ne le furent pas. Certains pays où eurent lieu les plus grandes destructions, comme l'Allemagne, ont connu une croissance plus rapide que d'autres, comme la France, où il y eut bien moins de destructions. Ce fut pour partie parce que l'Allemagne de l'Ouest suivit des politiques économiques plus saines. Ce fut également pour partie parce que le besoin urgent de revenir à des conditions de vie et de logement normales stimula les efforts. Mais cela ne veut pas dire que la destruction de la propriété est un avantage pour la personne qui a subi cette destruction. Personne ne brûle sa maison suivant la théorie que le besoin de la reconstruire stimulerait son énergie.

Après une guerre, il se produit habituellement pendant un certain temps une stimulation des énergies. Au début du célèbre troisième chapitre de son Histoire de l'Angleterre, Macaulay soulignait que :

Aucune infortune ordinaire, aucune erreur de gouvernement ordinaire, ne pourront rendre une nation misérable dans le même rapport que le progrès constant de la connaissance physique et l'effort constant de chaque homme pour s'améliorer rendent une nation prospère. On a souvent constaté que les nombreuses dépenses, la lourde taxation, les restrictions commerciales absurdes, les tribunaux corrompus, les guerres désastreuses, les séditions, les persécutions, les conflagrations et les inondations n'ont pas été capables de détruire le capital aussi vite que les efforts des citoyens privés n'ont pu le créer.

Aucun homme ne voudrait voir sa propriété détruite, que ce soit en temps de paix ou en temps de guerre. Ce qui est nuisible ou désastreux pour un individu doit également être nuisible ou désastreux pour cet ensemble d'individus qu'est la nation.

La plupart des sophismes les plus fréquents que l'on trouve dans les raisonnements économiques proviennent de la propension, particulièrement marquée de nos jours, à penser à une abstraction — la collectivité, la « nation » — et à oublier ou à ignorer les individus qui la constituent et qui lui donnent un sens. Personne ne pourrait penser que les destructions dues à la guerre seraient un avantage économique si l'on pensait d'abord à tous ceux dont la propriété a été détruite.

Il importe enfin de se rappeler que la demande d'après-guerre sera seulement d'un type différent de celle d'avant-guerre. Elle ne sera pas simplement détournée d'un article vers un autre. Dans la plupart des pays et dans l'ensemble de l'économie, elle se contractera.

Cela est inévitable si nous considérons que la demande et l'offre sont en vérité comme les deux faces d'une même pièce de monnaie. Elles sont un même phénomène considéré sous deux aspects différents. L'offre crée la demande parce que, en réalité, elle est la demande, et l'offre de la chose que l'on crée est ce que l'on peut offrir en échange des choses que l'on désire. En ce sens, l'offre que les fermiers font de leur blé constitue leur demande d'autos ou d'autres biens dont ils ont besoin. L'offre d'autos constitue la demande que les constructeurs d'autos font de blé ou d'autres biens. A notre époque moderne, tous ces faits sont inhérents à la division du travail et à l'économie d'échange.

Ce fait fondamental, il est vrai, est rendu obscur à la plupart des gens (comme aussi à certains économistes pourtant réputés très brillants) à cause des complications qu'apportent les salaires et la forme indirecte de payement sous laquelle presque tous les échanges se font aujourd'hui, à savoir la monnaie.

John Stuart Mill, et certains économistes classiques avec lui, sans attacher toujours assez d'importance aux multiples conséquences qu'entraîne l'emploi de la monnaie, ne manquèrent pourtant pas de voir les réalités profondes cachées sous les apparences monétaires.

Dans la mesure où ils en étaient conscients, ils étaient en avance sur beaucoup de leurs critiques actuels que la monnaie induit en erreur plus qu'elle ne les instruit. L'inflation en soi, c'est la simple émission de signes monétaires nouveaux, avec les conséquences qui en découlent : hausse des salaires et accroissement des prix, peut très bien avoir l'air de créer une demande supplémentaire. Mais si on raisonne en termes de production et d'échange des biens réels, il n'en est rien. Et cependant le fait que la demande décroît en période d'après-guerre peut très bien être caché à bien des gens par l'illusion que leur apporte la hausse nominale de leur salaire, bien que celle-ci soit plus que balancée par la hausse des prix.

La demande d'après-guerre dans la plupart des pays, je le répète, se contracte en valeur absolue par rapport à la demande d'avant-guerre, tout simplement parce qu'après la guerre l'offre aura décru. Cette vérité devrait être suffisamment prouvée par l'exemple de l'Allemagne et du Japon, où des dizaines de grandes villes ont été rasées. Elle devient d'ailleurs évidente quand on la pousse à l'extrême. Si par exemple l'Angleterre, de par sa participation à la guerre,

au lieu d'avoir subi des dommages relatifs, avait eu toutes ses villes et toutes ses usines démolies et presque toutes ses ressources en capital et en marchandises détruites de telle façon que ses habitants en eussent été réduits au niveau économique de la Chine, peu d'entre eux parleraient aujourd'hui des bienfaits d'une demande accumulée grâce à la guerre. Il leur paraîtrait au contraire évident que le pouvoir d'achat s'est trouvé anéanti dans la mesure même où l'a été le pouvoir de produire. Une inflation monétaire grandissante qui augmente les prix de 1 000 % peut bien faire paraître les chiffres monétaires du revenu national plus élevés qu'avant la guerre. Mais ceux qui s'y laisseraient tromper, se croyant pour cela plus riches qu'avant-guerre, s'avèreraient inaccessibles aux arguments rationnels. Pourtant le raisonnement que nous faisons garde la même valeur, qu'il s'agisse de dommages de guerre partiels ou de destruction totale.

[On dit parfois que les Allemands ou les Japonais ont après la guerre eu un avantage sur les Américains parce que leurs vieilles usines, ayant été complètement détruites par les bombes durant la guerre, ont pu être remplacées par les usines et les équipements les plus modernes. Ils ont ainsi pu produire plus efficacement et à des coûts plus bas que les Américains avec leurs usines et équipements plus anciens et à moitié obsolètes. Mais s'il s'agissait vraiment d'un avantage net évident, les Américains pourraient facilement l'éliminer en détruisant immédiatement leurs vieilles usines et en jetant leurs vieux équipements. En fait, tous les industriels de tous les pays pourraient bazarder leurs usines et équipements anciens chaque année pour construire de nouvelles usines et installer de nouveaux équipements.

La vérité est simple : il existe un taux de remplacement optimal, une durée meilleure que les autres pour le remplacement. Il serait avantageux pour l'industriel que son usine et ses équipements soient détruits par des bombes uniquement si le temps était venu, au bout duquel son usine et ses équipements avaient déjà atteint une valeur nulle ou négative, en raison de la détérioration et de l'obsolescence, et que les bombes tombent juste au moment où il aurait dû de toute façon appeler une équipe de démolissuers ou commander de nouveaux équipements.

Il est vrai que la dépréciation et l'obsolescence préalables, si elles ne sont pas prises en compte de manière adéquate dans ses livres de comptabilité, peuvent rendre la destruction de sa propriété moins désastreuse, en fin de compte, qu'il ne semble. Il est également vrai que la présence de nouvelles usines et de nouveaux équipements accélère l'obsolescence des vieilles usines et des anciens équipements. Si les propriétaires de ces vieilles usines et de ces anciens équipements essaient de les utiliser plus longtemps que la durée qui leur permet de maximiser leur profit, alors les industriels dont les usines et équipements ont été détruits (si l'on suppose qu'ils aient eu à la fois la volonté et le capital pour les remplacer avec de nouvelles usines et de nouveaux équipements) tireront un avantage comparatif ou, pour parler plus précisément, réduiront leur perte comparative.

En résumé, nous en arrivons à la conclusion qu'il n'est jamais avantageux pour quelqu'un de voir ses usines détruites par des obus ou des bombes, à moins que ces usines n'aient déjà perdu leur valeur ou aient atteint une valeur négative à cause de la dépréciation et de l'obsolescence.

En outre, dans toute cette discussion, nous avons écarté un point central. Usines et équipements ne peuvent pas être remplacés par un individu (ou un gouvernement socialiste) s'il n'a pas acquis et ne peut pas acquérir l'épargne, l'accumulation de capital, permettant le remplacement. Or la guerre détruit le capital accumulé. (Édition de 1979, traduit par Hervé de Quengo)]

Il est vrai que certains facteurs peuvent corriger les effets de cette loi générale. Les découvertes technologiques ainsi que les progrès variés réalisés pendant la guerre par exemple, peuvent permettre d'augmenter la production nationale ou individuelle en tel ou tel secteur économique. La destruction causée par les hostilités pourra déplacer la demande d'après-guerre d'une direction dans une autre. Certains peuvent aussi continuer à se laisser duper indéfiniment quant à l'état économique réel de leurs affaires, en voyant les salaires et les prix monter par suite de l'excès de papier-monnaie. Il n'en reste pas moins que c'est une idée absolument fausse que de s'obstiner à penser qu'une demande de remplacement des biens, que la guerre a détruits ou qu'elle a empêché de produire, peut devenir la source d'une prospérité véritable.

Chapitre IV — Pas de travaux publics sans impôts

Aucune foi au monde n'est plus tenace ni plus entière que la foi dans les dépenses de l'État.

De tous côtés, on les présente comme une panacée capable de guérir nos maux économiques. L'industrie privée est-elle partiellement somnolente ? On peut y remédier par les dépenses du budget. Y a-t-il du chômage ? Cela est évidemment dû à « l'insuffisance du pouvoir d'achat ». Et le remède est tout aussi évident : le Gouvernement n'a qu'à engager des dépenses assez fortes pour suppléer ce « manque à acheter ».

Une vaste littérature repose sur cette illusion et comme il arrive souvent pour des affirmations erronées de cette nature, chacune s'étayant sur l'autre et se confondant avec elle, elles finissent par former un entrelacs d'idées fausses aux nœuds serrés. Nous ne nous attacherons pas pour l'instant à en démêler les éléments, mais il nous est loisible de mettre en évidence l'idée-mère qui a donné naissance à toute une progéniture d'inexactitudes, et de déceler le nœud central de tout cet embrouillage.

En dehors des dons gratuits que nous dispense la nature, quels que soient les biens que nous avons le désir d'acquérir, il nous faut toujours les payer, de quelque manière que ce soit. Or le monde est rempli de soi-disant économistes qui, eux, sont remplis de théories d'après

lesquelles on peut acquérir quelque chose pour rien. Ils nous affirment que le Gouvernement peut dépenser sans compter, et cela sans jamais nous faire payer d'impôts, qu'il peut accumuler des dettes sans jamais les acquitter parce que, soi-disant, « nous nous les devons à nous-mêmes ». Nous reviendrons un peu plus tard sur ces affirmations doctrinales vraiment extraordinaires. Mais pour l'instant je serai tout à fait catégorique et je soulignerai avec force que les rêves magnifiques de ce genre se sont toujours évanouis dans le passé, laissant après eux la banqueroute nationale ou l'inflation déguisée. Et je dirai crûment que les dépenses de l'État doivent être soldées au moyen de l'impôt, que reculer le jour fatidique du règlement de compte ne fait que compliquer le problème, que l'inflation elle-même n'est autre chose qu'une forme particulièrement vicieuse de l'impôt.

Puisque nous avons remis à plus tard l'étude de ce système d'idées fausses qui tournent autour des emprunts publics continus et de l'inflation, nous accepterons comme un axiome évident durant ce présent chapitre que, tôt ou tard, tout dollar dépensé par l'État doit nécessairement être obtenu par un dollar d'impôt. Si nous envisageons les choses sous cet angle, les soi-disant miracles des dépenses de l'État nous apparaissent sous un tout autre jour.

Pour assumer plusieurs de ses fonctions essentielles, l'État doit nécessairement procéder à certaines dépenses importantes. Il lui faut assurer l'exécution de nombreux travaux publics, tels que l'aménagement des rues, routes, ponts et tunnels, l'entretien des arsenaux et des ports, celui des bâtiments publics qui abritent les administrations d'État et assurent l'exercice des services publics essentiels : les chambres législatives, la justice, la police, etc.

Mais laissons ces travaux qui se défendent d'eux-mêmes. Nous n'avons à examiner ici que ceux qu'on nous présente comme indispensables pour « lutter contre le chômage » ou pour ajouter à la richesse publique quelque chose qui, sans cela, ne serait pas produit.

On construit un pont. Si on le fait pour donner satisfaction au public qui l'a réclamé avec insistance, s'il apporte une solution à un problème de transport ou de circulation qui sans lui serait insoluble, si, en un mot, il apparaît d'une utilité nettement plus évidente que les choses pour lesquelles les assujettis à l'impôt auraient dépensé leur argent si on ne les avait obligés à payer pour lui, pas d'objection. Mais un pont que l'on construit surtout « pour donner du travail » est un pont d'une toute autre espèce. Lorsqu'on a pour but de procurer du travail à tout prix, le besoin devient une considération très secondaire. On se met alors à inventer des projets. Au lieu de rechercher simplement à quel endroit il est indispensable de construire des ponts, les partisans de cette politique se demandent où il est possible de construire des ponts. Trouvent-ils des raisons plausibles pour construire un pont de plus entre Easton et Weston ? Alors ce nouveau pont devient indispensable. Ceux qui osent émettre un doute quant à sa nécessité sont aussitôt écartés comme réactionnaires ou comme faisant de l'obstruction.

L'on fait alors valoir deux arguments : l'un que l'on démontre avant que le pont soit construit, l'autre que l'on servira dès qu'il sera terminé. Le premier consiste à affirmer qu'il va donner du travail aux ouvriers. Il en emploiera mettons 500 pendant un an. Cela implique la croyance

que, sans cela, ces emplois n'auraient pas été créés. Cela, c'est ce qu'on voit sur le moment. Mais si nous nous sommes entraînés à examiner, au-delà des conséquences immédiates, les conséquences plus lointaines, et à voir derrière ceux à qui ce projet gouvernemental rend momentanément service, ceux-là qui en subiront le contrecoup, un autre aspect des choses apparaîtrait.

Il est exact qu'un certain groupe de travailleurs va recevoir plus de travail que si on ne construisait pas de pont. Mais ce pont, il faudra le payer par l'impôt. Pour chaque dollar dépensé pour lui, on prendra un dollar dans la poche des contribuables. S'il coûte 1 000 000 les contribuables devront payer 1 000 000. On les taxera de cette somme alors qu'autrement ils eussent pu la dépenser pour des objets dont ils ont le plus grand besoin.

Par conséquent, tout emploi créé pour la construction du pont empêche un emploi privé d'être offert quelque part ailleurs. L'argument que ces dépenses publiques donnent du travail est alors rendu évident à nos yeux, et fort probablement même, convaincant pour beaucoup.

Mais il y a bien d'autres choses que nous ne voyons pas, parce que, hélas, celles-là il ne leur a pas été loisible de se transformer en réalités. Ce sont tous les travaux réduits à néant par le million de dollars d'impôts prélevés sur les contribuables. Ce qui s'est passé, au mieux, c'est qu'il y a eu déplacement de travaux par l'effet de ce projet gouvernemental. Il y a eu davantage de main-d'œuvre affectée à construire des ponts et bien moins de mécaniciens pour autos et pour radios, moins de tailleurs et de fermiers.

Nous voyons poindre alors le deuxième argument. Le pont est construit, il existe. C'est, admettons, un beau pont, pas laid du tout. Il est né grâce à un coup de magie : une dépense publique. Que serait-il advenu de lui si les réactionnaires et les opposants avaient triomphé ? Le pont n'eût pas existé et le pays en eût été d'autant plus pauvre.

Là encore les partisans de ces dépenses gouvernementales utilisent au mieux cet argument auprès de tous ceux qui ne peuvent pas voir plus loin que le bout de leur nez. Ils peuvent voir le pont. Mais s'ils s'étaient entraînés à tenir compte des conséquences secondaires autant que des conséquences premières d'un acte économique, ils imagineraient une fois de plus toutes les choses possibles que l'on a ainsi empêché de naître. Ils se représenteraient les maisons non construites, les autos et les radios non fabriquées, les robes et les manteaux non coupés, et peut-être même les blés non semés ou les récoltes non vendues. Pour imaginer toutes ces choses qui eussent pu être et n'ont pas été, il faut une certaine sorte d'imagination dont peu de gens sont capables. Nous pouvons nous représenter toutes ces choses qui n'ont pas vu le jour une fois peut-être, mais nous ne pouvons pas les garder en mémoire de la même manière que pour le pont devant lequel nous passons quotidiennement en allant au travail. Le résultat final, c'est qu'un seul bien a été créé aux dépens de beaucoup d'autres.

Le même raisonnement s'applique naturellement à n'importe quelle espèce de travaux publics, par exemple aux habitations à bon marché créées, elles aussi, avec les fonds d'État. Ce qui se

produit alors, c'est que, dans ce cas, l'argent des impôts est prélevé sur des familles aisées (peut-être aussi sur des familles modestes) qu'on oblige à subventionner les familles à revenus faibles afin de leur permettre de vivre dans des locaux plus sains pour un loyer sensiblement égal ou inférieur à celui qu'elles payaient auparavant.

Je ne veux pas entrer ici dans les controverses au sujet du logement. Je m'attache seulement à souligner l'erreur cachée dans les deux principales raisons mises en avant pour défendre la politique du logement. L'on dit que cette politique « crée du travail » et l'on ajoute : elle crée de la richesse qui sans cela n'aurait pas vu le jour. Or, ces deux raisons sont fausses car elles négligent tout ce que l'on perd du fait de l'impôt. L'imposition demandée pour la construction de ces habitations détruira autant d'emplois dans d'autres secteurs de l'économie qu'elle en crée pour celui de l'habitation. C'est autant de maisons bourgeoises qui ne seront pas bâties, de machines à laver ou de glacières qu'on ne fabriquera pas et de quantités d'autres marchandises ou services qui ne seront jamais produits.

Et si l'on vous démontre que la politique du logement ne doit pas se financer par une appropriation de capital faite d'un seul coup, mais seulement à l'aide de rentes annuelles, c'est là encore une mauvaise raison. Cela signifie simplement que le coût se répartira sur plusieurs années au lieu d'être dépensé en une seule fois. Mais cela signifie également que le prélèvement fait sur les contribuables s'étendra lui aussi sur plusieurs années au lieu de leur être enlevé d'un seul coup. Ces dispositions financières administratives n'ont rien à voir avec le sujet.

Le grand argument psychologique qui plaide en faveur de la politique du logement c'est que l'on peut voir les ouvriers au travail tandis que se bâtissent les maisons, et que l'on peut voir aussi ces maisons lorsqu'elles sont terminées. Des gens les habitent et fièrement en font visiter l'intérieur à leurs amis. Mais on ne voit pas les travaux que les impôts payés pour les construire ont empêché d'entreprendre ailleurs, non plus que les marchandises ou services qu'on n'a jamais pu produire ni se faire rendre. Il y faudrait quelque effort de réflexion, et un effort renouvelé pour chaque maison construite ou pour chaque visite qui en est faite, pour dénombrer d'autant les richesses qui n'ont pas vu le jour. Doit-on s'étonner dès lors que si l'on fait cette objection à ces défenseurs d'une politique du logement, ils l'écartent comme purement imaginaire ou théorique, tout en vous montrant du doigt les maisons qui sont là, devant vos yeux, bien réelles ? Ils font penser à l'un des personnages de la Sainte Jeanne de Bernard Shaw qui, alors qu'on lui expliquait que la terre est ronde et qu'elle tourne autour du soleil, selon la théorie de Pythagore, répliquait « quel triple sot, ne peut-il se servir de ses yeux ? »

Appliquons, une fois de plus, ce même raisonnement aux grands travaux de la vallée de Tennessee1. Là, à cause de ses dimensions mêmes le danger de l'illusion optique est plus grand que jamais. On a construit un puissant barrage, c'est un prodigieux arc d'acier et de béton « il est de dimensions telles que jamais aucune entreprise privée n'aurait pu le construire ». C'est

la coqueluche des photographes, la panacée des socialistes, le symbole le plus fameux des miracles dus aux travaux publics, à la propriété et à la gestion publiques. C'est là qu'on trouve les dynamos et les turbines les plus puissantes. C'est là qu'on peut voir toute une région élevée à un niveau économiquement supérieur, c'est là qu'on été attirées des usines et des manufactures qui n'auraient jamais pu s'y édifier autrement. Et tout cela est présenté dans les panégyriques des admirateurs de cette entreprise comme un gain économique net, sans passif.

Nous ne discuterons pas ici des mérites de la T.V.A. ou d'autres travaux publics du même genre. Mais ici, pour apercevoir le passif du bilan de l'opération, il nous faut faire un effort d'imagination dont peu de gens sont capables. Si l'on a fortement imposé les contribuables privés et les sociétés et drainé partout ces sommes énormes pour les dépenser en un seul point déterminé du pays, pourquoi s'étonner et pourquoi crier au miracle si cet endroit devient plus riche qu'un autre où l'on a rien fait. Les autres secteurs moins favorisés que celui-là sont forcément plus pauvres en comparaison. Ce puissant travail d'art que « les capitaux privés auraient été dans l'impossibilité de construire », ce sont bien, en réalité, ces capitaux privés qui l'ont construit, c'est le capital privé que l'impôt a prélevé (ou, si l'on fait un emprunt, c'est le capital qu'il aurait bien fallu prendre par l'impôt). Ici encore il nous faut faire un effort d'imagination pour nous représenter les travaux de l'économie privée, les maisons bourgeoises, les machines à écrire et les radios qui n'ont jamais été bâties ou fabriquées, puisque l'on a pris tout l'argent dont disposaient les contribuables dans le pays tout entier pour construire le barrage de Morris si merveilleusement photographié.

J'ai choisi délibérément les exemples de travaux publics les plus probants et les plus coûteux, c'est-à-dire ceux qui sont le plus souvent et le plus impérieusement réclamés par les doctrinaires des dépenses budgétaires, ceux que le public honore de sa plus grande considération. Je n'ai rien dit des centaines de projets de moindre envergure dans lesquels on s'embarque sans hésiter du moment qu'il s'agit surtout de « donner du travail au peuple » ou de « faire travailler les gens ». Dans ce cas, nous l'avons vu, l'utilité devient une considération d'ordre tout à fait secondaire. Au surplus on vous dira que plus le travail est inutile, plus il est dispendieux, mieux il remplit son but, car il emploie alors la plus grande main-d'œuvre possible. Lorsqu'il en est ainsi, ces travaux publics créés de toutes pièces par les bureaucrates, ne se solderont vraisemblablement pas par un gain actif en faveur de la richesse et du bien-être publics par dollar dépensé, comme c'eût été le cas si les contribuables, au lieu d'être forcés d'abandonner une part de leurs économies à l'État, avaient été laissés libres de faire individuellement ce qu'ils voulaient de leur argent, et d'acheter les objets dont ils avaient besoin.

Chapitre V — Les impôts découragent la production

Il y a encore un autre facteur qui rend très improbable que les richesses créées par les dépenses

publiques puissent compenser pleinement celles qu'auront empêché de naître les impôts prélevés pour payer ces dépenses.

La question n'est pas aussi simple, elle ne consiste pas, comme on le croit souvent, à prendre l'argent de la poche de droite pour le mettre dans la poche de gauche. Les partisans de ces travaux publics nous disent, par exemple, que si le revenu national est de 200 milliards de dollars (ils sont toujours très généreux quand il s'agit d'évaluer ce chiffre) et que l'impôt sur le revenu soit de 50 milliards par an, cela signifie que le quart seulement du revenu national a été prélevé sur les entreprises privées pour être affecté à des entreprises publiques. Ils raisonnent comme si le budget de l'État était comparable à celui d'une grande société et comme si tout cela n'était que jeux d'écriture. Ils oublient que pour régler ces dépenses publiques, s'ils prennent l'argent de A, c'est afin de payer B. Ou plutôt ils ne l'oublient pas, ils en sont parfaitement conscients. Mais tandis qu'ils vous exposent longuement tous les bienfaits de l'opération en ce qui concerne B, et vous énumèrent les merveilleux bâtiments qu'il va pouvoir utiliser et qu'il n'aurait pas si on ne lui avait avancé l'argent pour les construire, ils oublient les conséquences que cette opération financière auront sur A. Ils ne voient que B ; mais A est oublié !

Dans notre monde moderne, l'impôt sur le revenu est fort inégalement réparti. La grande charge en incombe à un très petit nombre de contribuables, et il faut combler son insuffisance par d'autres impôts de toutes sortes. Ceux qui en supportent le poids en sont forcément affectés dans leurs actions ou dans les motifs qui les stimulent à l'action. Quand une société subit ses pertes à 100 % par dollar et qu'on ne lui laisse que 60 % des dollars qu'elle gagne, quand elle ne peut compenser ses années déficitaires par des années bénéficiaires, ou tout au moins dans des proportions convenables, alors ses finances sont très compromises. Elle cessera de développer ses opérations ou elle n'entreprendra que les extensions n'entraînant qu'un minimum de risques. Ceux qui comprennent la situation s'abstiennent alors de créer de nouvelles entreprises. Les industriels déjà établis n'embauchent plus d'ouvriers ou n'en prennent qu'en nombre limité, certains renoncent même à rester dans les affaires. Les usines modernes ralentissent le rééquipement de leur outillage. A la longue, le consommateur ne verra plus la qualité des objets fabriqués s'améliorer, ni leur prix baisser et les salaires réels, en outre, resteront très bas.

Si l'impôt va jusqu'à prendre 50, 60, 70 ou même 90 % des revenus industriels, le résultat est le même. L'industriel ou le commerçant se demanderont, en effet, pourquoi ils travailleraient 6, 8 ou 10 mois de l'année pour l'État et seulement 6, 4 ou 2 mois pour eux et leurs familles. Si vraiment ils doivent perdre un dollar tout entier quand ils le perdent, mais ne peuvent en garder que le dixième quand ils le gagnent, ils décident alors une fois pour toutes qu'il est absurde de prendre des risques avec son capital. Et les capitaux disponibles se font plus rares, car l'impôt les absorbe avant qu'ils aient pu s'amasser.

En résumé les capitaux qui pourraient donner du travail sont empêchées de se constituer et le peu qui s'en forme est découragé de s'investir dans de nouvelles entreprises. Les partisans des dépenses publiques créent donc eux-mêmes le problème du chômage auquel ils se prétendent capables de mettre fin.

Sans doute une certaine proportion d'impôts est-elle nécessaire pour assurer les fonctions essentielles de l'État. Des impôts raisonnables levés à cette fin ne gênent guère la production. Les services gouvernementaux dont ils aident à assurer le fonctionnement et dont certains protègent la production elle-même compensent largement ces débours. Mais plus le revenu national est grevé d'impôts, plus la production et l'emploi sont atteints. Et quand le poids total des impôts dépasse une limite supportable, le problème de leur répartition, si l'on ne veut pas décourager la production ou la ruiner totalement, devient insoluble.

Troisième partie — La réaffirmation de la leçon

L'économie politique, ainsi que nous l'avons vu et revu, est la science qui consiste à déceler les conséquences secondes. C'est aussi la science qui aperçoit les conséquences générales. C'est la science qui montre les effets d'une politique préconisée ou actuelle, non seulement sur quelque groupe particulier et à courte échéance, mais sur tous les groupes et à longue échéance.

Telle est la leçon qui a été l'objet propre de ce livre. Nous l'avons exposée d'abord sous une forme schématique, squelettique, puis nous l'avons étoffée et nourrie par une série d'applications et d'exemples concrets.

Mais au cours de ces illustrations particulières, d'autres leçons générales nous ont été suggérées ; aussi croyons-nous utile de nous les préciser davantage à nous-mêmes maintenant.

En vérifiant que l'économie politique est une science qui révèle les conséquences des actes, nous avons pu nous rendre compte aussi de ce que, comme la logique et les mathématiques, c'est une science qui reconnaît certaines implications inévitables.

Illustrons cela par une équation algébrique élémentaire.

Supposons que si $X=5$, $X+Y=12$. La solution de cette équation est que $Y = 7$; mais il en est ainsi précisément parce que l'équation nous dit effectivement que $Y = 7$.

Cette affirmation n'est pas faite directement mais elle est implicitement contenue dans l'équation elle-même.

Ce qui est vrai de cette équation élémentaire l'est aussi des équations les plus compliquées et les plus difficiles qu'on rencontre en mathématiques. La solution du problème est déjà contenue dans son énoncé. Sans doute est-il nécessaire de l'en extraire. Elle peut parfois causer à celui qui la cherche et qui résout l'équation une étonnante surprise. Il peut même lui arriver

d'éprouver le sentiment de découvrir quelque chose d'entièrement nouveau, un frisson le traverse comme si « en surveillant les cieux, une nouvelle planète surgissait tout à coup dans le champ de son appareil ». Son sentiment d'une découverte peut être justifié par les conséquences théoriques et pratiques qui résultent de la solution de son équation. Cette découverte pourtant se trouvait incluse dans l'énoncé même du problème. On ne s'en avise pas tout de suite, car les mathématiques sont là pour nous rappeler que les conséquences nécessaires ne sont pas nécessairement des vérités apparentes.

Tout cela est également vrai pour l'économie politique. En cela, l'économique peut se comparer à la mécanique. Quand un ingénieur pose un problème, il lui faut d'abord dénombrer tous les éléments qui le composent. S'il doit construire un pont qui reliera deux points donnés, il lui faut tout d'abord déterminer la distance qui sépare ces deux points et leur nature topographique précise, connaître le poids maximum que ce pont devra porter, étudier l'élasticité et la résistance de l'acier ou des divers matériaux qui serviront à le construire, ainsi que la force des tractions et vibrations auxquelles il sera soumis. L'étude minutieuse de ces éléments a déjà été largement faite pour lui par ses prédécesseurs. Ceux-ci ont aussi élaboré de difficiles équations mathématiques, grâce auxquelles — connaissant la résistance de ses matériaux et les tensions auxquelles on les soumettra — il lui sera loisible de déterminer le diamètre, la forme, le nombre et la structure de ses piles de pont, de ses câbles et de ses poutrelles.

L'économiste, lui aussi, placé devant un problème à résoudre, doit s'attacher à connaître à la fois les faits essentiels qui le composent, ainsi que les déductions plausibles qu'il peut tirer de ces faits. Le côté déductif de l'économique n'est pas moins important que l'aspect purement inductif. L'on pourrait dire ce que Santayana dit de la logique (et que l'on pourrait également dire des mathématiques) qu'il sert « à irradier la vérité », de telle sorte que « lorsque dans un système de logique, il existe un terme pour décrire un fait, tout l'ensemble des conséquences qui peuvent se déduire de cette donnée devient, pourrait-on dire, incandescent ».

Or très peu d'esprits se rendent compte des données implicitement contenues dans les jugements économiques qu'ils ne cessent de porter. Quand ils annoncent, par exemple, que le salut économique réside dans l'accroissement du crédit, c'est tout comme s'ils disaient que le salut économique consiste à s'endetter davantage. C'est là deux façons de dire la même chose sous deux angles différents. Quand ils affirment que l'on retrouvera le chemin de l'abondance en faisant augmenter les prix agricoles, c'est tout comme s'ils disaient que le chemin de l'abondance pour les citadins est de payer leurs vivres plus cher. Quand ils affirment que, pour accroître la richesse nationale, il faut multiplier les subventions du Gouvernement, ils affirment du même coup que pour augmenter la richesse du pays, il faut augmenter les impôts. Quand ils insistent pour que l'objectif principal du pays soit d'accroître les exportations, la plupart d'entre eux ne comprennent pas qu'ainsi, finalement, ils réclament l'augmentation des importations. Et quand ils affirment que, presque dans tous les cas, la voie du salut consiste à

augmenter les salaires, ils n'ont fait que trouver une autre façon de dire que la voie du salut consiste à augmenter le coût de production.

De même que toute pièce de monnaie a son côté pile et son côté face, de même chacune de ces propositions a sa part de vérité et sa part d'erreur, et ce n'est pas parce qu'un remède qu'on propose a un équivalent moins attrayant qu'il est dépourvu de tout mérite. Il peut se produire des cas où le fait d'accroître ses dettes n'est pas pris en considération, en raison des résultats que le nouvel emprunt va permettre d'obtenir ; il est des cas également où un gouvernement ne peut éviter de donner des subventions pour réaliser un programme nécessaire, des cas où une industrie peut se permettre d'accroître son coût de production, et ainsi de suite. Mais il faut chaque fois regarder l'avers et le revers de la médaille, s'assurer que les avantages et les inconvénients de la résolution prise ont été bien pesés, et que toutes les conséquences qui y sont impliquées ont été étudiées. Malheureusement il est rare qu'on se préoccupe de tout cela.

Les exemples que nous avons analysés nous ont appris incidemment une autre leçon que voici : Quand nous étudions les conséquences des différentes solutions envisagées, non seulement sur quelques groupes particuliers et dans un avenir proche, mais sur l'ensemble de l'économie et à plus lointaine échéance, les conclusions auxquelles nous sommes conduits correspondent généralement avec celles que le bon sens naturel nous propose. Il ne viendrait à l'idée de personne ignorant des opinions courantes de la littérature des demi-savants économistes en vogue, que c'est un avantage appréciable d'avoir sa vitre brisée ou de subir la destruction de villes entières ; que procéder à des travaux publics inutiles n'est rien moins que du gaspillage ; qu'il est dangereux de voir de longues files de chômeurs reprendre le travail ; que le machinisme qui accroît la richesse et soulage l'effort de l'homme doit être redouté ; que les obstacles à une production et à une consommation libres accroissent la richesse ; qu'une nation s'enrichit en forçant ses voisins à acheter ses produits à un prix inférieur à leur coût de production ; que l'épargne est absurde ou nuisible et que la prodigalité est source de prospérité.

« Ce qui est prudence dans la conduite d'une famille particulière — écrivait Adam Smith avec son robuste bon sens, en réponse aux sophistes de son temps — peut rarement être taxé de folie dans le cas d'un grand royaume ». Mais des hommes moins éminents se perdent en complications diverses. Il ne se donnent pas la peine de reprendre leur raisonnement, même quand il les conduit vers des conclusions évidemment absurdes. Le lecteur, selon ses croyances, tiendra pour exact ou non l'aphorisme de Bacon : « Un peu de philosophie conduit l'homme à ne pas croire, mais beaucoup de philosophie le ramène à Dieu. » Il est certainement vrai, en tout cas, qu'une teinture d'économie politique peut conduire aux conclusions paradoxales et absurdes que nous avons détaillées, mais qu'une étude approfondie de l'économie ramène les esprits au bon sens. Car l'étude approfondie de l'économie politique consiste à considérer toutes les conséquences qu'une certaine politique entraîne au lieu de n'envisager que celles qui sont immédiatement visibles.

Dans le cas de notre étude nos avons ainsi redécouvert un ancien ami : *l'Homme oublié* de William Graham Summer. Le lecteur se souvient certainement de cet essai de Summer qui parut en 1883, et où il écrivait :

« Sitôt que A remarque quelque chose qui lui paraît aller mal et dont X est gêné, il en parle longuement avec B, puis A et B font ensemble une proposition de loi afin de porter remède à ce mal et de secourir X. Leur proposition de loi s'efforce toujours de déterminer ce que C fera pour X, ou dans les cas les meilleurs, ce que A, B et C, feront pour X… Ce que je veux, c'est considérer C… je l'appelle "l'Homme qu'on oublie"… Il est celui auquel on ne pense jamais. C'est lui cependant la victime des réformateurs, des penseurs sociaux et des philanthropes, et j'espère vous démontrer, avant d'en avoir terminé, qu'il mérite votre attention à la fois par ce qu'il est, en soi, et à cause des charges dont on l'accable. »

Ce n'est pas la moindre ironie de l'histoire que, lorsque l'on redonna vie, aux environs de 1930, à « l'Homme oublié », on pensa non à C mais à X, et C, à qui on demandait d'aider plus de X que jamais était plus complètement oublié que jamais. C'est toujours C, l'Homme oublié, à qui l'on fait appel pour étancher le cœur saignant du politicien en lui faisant payer les frais de ses générosités par procuration.

L'étude ainsi faite de notre leçon ne serait pas achevée si, avant de la terminer, nous négligions d'observer que l'illusion fondamentale dont nous nous sommes occupés ne se produit pas par hasard, mais systématiquement. Elle est en vérité le résultat de la division du travail.

Dans une société primitive, ou dans un groupe de pionniers, avant que ne se produise la division des tâches, l'homme travaille uniquement pour lui-même ou pour sa famille proche. Ce qu'il consomme s'égalise avec ce qu'il produit. Il existe un rapport direct et étroit entre son rendement et la satisfaction de ses besoins. Mais dès que s'instaure une division du travail précise et minutieuse, ce rapport cesse d'exister. Je ne produis plus toutes les choses dont j'ai besoin, mais peut-être seulement une seule d'entre elles. Et avec le revenu que je retire de la fabrication de cette seule chose ou du service que je rends, j'achète tout le reste. Je souhaite que le prix de tout ce que j'achète soit bon marché, mais il est de mon intérêt de vendre cher ce que je produis ou le service que je rends. Si bien que, tout en souhaitant l'abondance pour toutes les autres marchandises, il est de mon intérêt que ce que je produis soit, au contraire, une chose rare et faite en petite quantité. Plus elle sera rare, en comparaison des autres, plus grande sera la récompense attribuée à mes efforts.

Ceci ne veut pas dire que je vais m'efforcer de réduire ma production et mon rendement. Car pour ce produit donné je suis producteur parmi beaucoup d'autres, et si la libre concurrence existe, cette restriction individuelle de production ne me rapporterait rien. Au contraire, si, par exemple, je suis agriculteur et que j'ai semé du blé, je souhaiterai avoir une récolte aussi belle que possible. Si je ne me préoccupe que de mon bien-être matériel et n'ai aucun souci humanitaire, je désirerai que les récoltes de tous les autres producteurs de blé soient aussi mauvaises que possible, car pour que ma propre récolte puisse se vendre au cours le plus

élevé, j'ai intérêt à ce qu'il y ait peu de blé sur le marché (ou tout autre succédané qui puisse se substituer à lui).

En temps normal, ces sentiments égoïstes n'auraient aucune action sur la récolte totale du blé. Car, là où existe la concurrence, chaque cultivateur est contraint de donner le maximum d'efforts pour obtenir la plus belle récolte que ses terres puissent lui apporter. Si bien que le mobile de l'intérêt personnel (qui, à tort ou à raison, est une force bien plus constante que celle de l'altruisme) pousse au rendement maximum.

Mais s'il apparaît une possibilité pour le cultivateur de blé ou tout autre groupe de s'unir pour éliminer la concurrence, et si le Gouvernement encourage ou laisse faire cette union, la situation change du tout au tout. On peut concevoir que les cultivateurs persuadent leur Gouvernement, ou mieux encore un organisme mondial, de la nécessité de réduire les surfaces cultivées en blé. Il en résultera une production moindre, ce qui élèvera les cours ; et si le prix du boisseau de blé s'élève proportionnellement plus que ne s'abaisse la production, alors les cultivateurs se trouveront en meilleure posture qu'avant. Ils obtiendront plus d'argent, ils pourront alors se procurer plus d'objets qu'auparavant. En dehors d'eux, tout le monde il est vrai sera lésé, car, toutes choses égales par ailleurs, chacun devra donner davantage de ce qu'il produit pour obtenir moins de ce que le cultivateur produit.

Si bien que l'ensemble du pays sera appauvri d'autant. Il le sera de la quantité de blé que l'on n'a pas fait pousser, mais ceux qui ne considèrent que les gains des cultivateurs constateront un gain, oubliant la perte bien supérieure qui en est la conséquence.

Et cette loi s'applique à tout autre exemple. Si, grâce à des conditions atmosphériques favorables, il se produit une récolte exceptionnelle d'oranges, tous les consommateurs en bénéficieront. Le monde sera enrichi de ce surplus d'oranges. Celles-ci seront meilleur marché, mais ce fait même peut très bien réduire les bénéfices des producteurs d'oranges, à moins que la production plus élevée ne compense, et au-delà, la diminution des prix. En tous cas, si l'état du marché reste inchangé et que ma récolte personnelle ne soit pas plus abondante qu'à l'ordinaire, je suis bien certain, en ce qui me concerne, que la chute des cours dus à l'abondance de la récolte générale me causera une perte certaine.

Et ce qui s'applique aux modifications de l'offre est également vrai pour les modifications de la demande, que celles-ci soient provoquées par des inventions ou des découvertes nouvelles ou par des variations dans le goût. Une nouvelle machine à récolter le coton, bien qu'elle doive réduire les prix des sous-vêtements et des chemises pour chacun, et augmenter la richesse générale, mettra en chômage des milliers d'ouvriers qui faisait la cueillette à la main. Un nouveau métier à tisser, fabriquant un meilleur tissu, et plus rapidement que les anciens, rendra inutiles des milliers de vieilles machines, détruisant du même coup une partie des capitaux investis dans cet outillage, appauvrissant ainsi leurs possesseurs. Le développement de l'énergie atomique, quoiqu'il puisse devenir une source de bienfaits incomparables pour

l'humanité tout entière, est sérieusement redouté des propriétaires de mines de charbon ou de puits de pétrole.

De même qu'il n'est pas de progrès technique qui ne risque de nuire à quelques-uns, de même tout changement dans le goût du public ou dans les mœurs, même en bien, peut nuire à quelques autres. Le développement de la tempérance obligerait des milliers de cafés à fermer boutique. Le goût du jeu, s'il faiblissait, obligerait les croupiers ou les racoleurs de paris aux courses à rechercher un travail plus productif. Si les hommes devenaient chastes, la plus ancienne professions du monde péricliterait.

Mais ce ne sont pas seulement ceux qui vivent des vices des hommes qui souffriraient d'une soudaine amélioration des mœurs. Ceux qui seraient le plus touchés encore sont ceux qui ont pour mission de veiller à cette amélioration. Les prédicateurs n'auraient plus aucun sujet de sermon, les réformateurs sociaux n'auraient plus rien à réformer, et il n'y aurait plus de demande pour leurs services ni de cotisations et dons pour les faire vivre.

S'il n'y avait plus de criminels, nous aurions besoin de moins d'avocats, de juges et de pompiers, de moins de geôliers, de serruriers et même de sergents de ville (sauf pour les embarras de circulation).

Dans une économie où règne la division du travail, il arrive forcément un moment où pour satisfaire avec plus d'efficacité les besoins des hommes, le progrès ruine certains d'entre eux, soit parce qu'ils avaient placé des capitaux dans une affaire devenue périmée, soit que, pour réussir, ils aient peiné pour acquérir une grande habileté maintenant dépassée. Si le progrès était complètement uniforme, à tous les échelons de l'économie, cet antagonisme entre l'intérêt de tous et celui de quelques-uns — à supposer même qu'il survienne — ne susciterait aucun problème grave. Si, dans la même année où la récolte de blé mondiale s'est accrue, la mienne s'est accrue dans une même proportion, si les récoltes d'oranges et des autres produits agricoles se sont accrues dans la même mesure et si le rendement des produits industriels s'est élevé et que leur coût unitaire de production soit tombé en proportion, alors moi, cultivateur de blé, je ne souffrirai pas du fait que la récolte mondiale de blé aura augmenté. Le prix du boisseau de blé peut fléchir, la somme totale que je toucherai pour le rendement accru de mon champ peut fléchir, mais si, à cause même de l'accroissement de la production dans tous les domaines, je puis tout acheter à meilleur marché, je n'aurai finalement pas à me plaindre. Et si le prix de toutes choses diminuait dans les mêmes exactes proportions que le prix de mon blé, je gagnerais finalement exactement en proportion de l'augmentation totale de ma récolte, et tout le monde de même ferait des bénéfices proportionnés à l'approvisionnement de toutes marchandises et services.

Mais le progrès économique ne s'est jamais réalisé et ne se réalisera probablement jamais de cette manière uniforme. Il se produit tantôt dans un secteur de la production, tantôt dans un autre. Et si l'offre d'une marchandise que j'aide à fabriquer croît brusquement, ou bien si une nouvelle invention ou découverte rend tout d'un coup mon travail inutile, alors ce que le

monde gagne ainsi devient une tragédie pour moi et pour le secteur de production auquel j'appartiens.

Or, bien souvent, ce n'est pas le gain dû à la production accrue ou à la nouvelle découverte qui frappe le plus l'observateur même le plus objectif, c'est la perte concentrée sur un secteur donné.

Qu'il y ait plus de café pour chacun et à meilleur marché, on ne s'en aperçoit pas, on remarque seulement que les producteurs de café ne peuvent plus gagner leur vie à vendre à ce prix plus bas. On oublie que la nouvelle machine fabrique plus de chaussures et à meilleur marché, on remarque que des hommes et des femmes sont mis par elle au chômage. Il est juste — et en fait, c'est essentiel pour une complète compréhension du problème — que l'on reconnaisse la condition de ces gens, qu'on étudie avec la plus grande sympathie et que l'on s'attache à voir si l'on ne pourrait pas faire servir une partie des bénéfices réalisés grâce à ce progrès particulier, à aider les victimes qu'il a faites, à leur trouver un nouveau travail inutile dans un autre secteur de la production.

Mais la solution ne peut jamais consister à réduire l'offre artificiellement, à entraver les nouvelles inventions ou découvertes, ou à rémunérer des gens pour qu'ils continuent à remplir une tâche qui n'a plus aucune valeur. C'est pourtant là ce que le monde entier n'a cessé de faire, en instituant les tarifs douaniers, en détruisant les machines, en brûlant les sacs de café, en multipliant les politiques de restriction. Ce sont là les effets de la stupide doctrine de la richesse par la rareté.

Doctrine qui malheureusement garde toujours une part de vérité pour un groupe quelconque de fabricants pris isolément. Dans la mesure où ils peuvent fabriquer en petite quantité un produit qui reste rare, alors que tout ce dont ils ont besoin, ils trouvent à l'acheter en abondance. Mais cette doctrine est toujours fausse si on considère l'ensemble des groupes, elle ne peut s'adapter à tous les secteurs économiques. Elle n'est pas susceptible d'une application généralisée, et si on la tentait, ce serait un suicide économique.

Et voici maintenant notre leçon présentée sous sa forme la plus générale. Bon nombre de théories qui paraissent exactes quand on considère un secteur isolé de l'économie s'avèrent absurdes quand on examine les besoins variés de tous, sous l'angle du consommateur comme sous l'angle du producteur.

Saisir les problèmes dans leur ensemble, et non pas seulement en leurs différents fragments, tel est l'objectif de la science économique.